

Une colombe rouge sang

C'est probablement le **symbole du mandat du président Trump**. Lui qui se rêve en Nobel de la paix prépare sa nomination à sa façon. Au-delà de ses discours plus que belliqueux, les actes dépassent les paroles quand le **droit international** est **bafoué** de façon aussi décomplexée...

L'autitaire président états-unien décide de son propre chef de la création d'un conseil de la Paix avec un ticket d'entrée à un milliard de dollars et un principe simple : les conflits se règlent en montrant sa supériorité militaire ! **Trump et ses alliés enterrent les principes de solutions diplomatiques et les fondements historique de l'ONU et se donnent le droit de tuer.**

Aujourd'hui le tout puissant Trump s'autorise le droit d'être le sheriff de la planète en désignant qui est gentil, qui est méchant. Il s'octroie le droit de kidnapper le président Vénézuélien, d'affamer le peuple Cubain, de menacer le Groënland, de frapper le Moyen-Orient !

► Réponse diplomatique ?

Face à une telle attitude impérialiste, il conviendrait une réponse diplomatique de l'ensemble des pays démocratiques... Il n'en est rien : Samedi 28 février, les États-Unis et Israël ont déclenché une attaque aérienne massive contre plusieurs villes iraniennes.

Une fois de plus, force est de constater qu'il n'existe plus d'autorité de l'ONU, **cette agression ne pouvant pas être qualifiée de légitime défense** alors que les négociations irano-américaines qui se déroulaient à Genève sous l'égide du Sultanat pouvaient aboutir.

► La France impliquée à plus d'un titre

- le fait que notre « allié américain », hors de toute légitimité internationale, s'engage dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient
- parce que nous avons des accords de défense avec deux pays cibles de la réaction iranienne à l'agression des USA et d'Israël : le Qatar et les Emirats Arabes unis ;
- Parce qu'un pays de l'Union Européenne a été ciblé, Chypre et que nous nous portons à son secours comme le traité de l'union Européenne nous en fait obligation ;
- Enfin le blocage du détroit d'Ormuz qui voit passer 20% des échanges mondiaux de gaz et de pétrole.

Tous ces éléments ne peuvent que provoquer une réaction nationale et européenne.

La réponse devrait être diplomatique en tentant de faire cesser l'agression militaire et en favorisant l'émergence d'un nouvel ordre en Iran au risque, sinon, d'augmenter l'instabilité dans la région comme c'est déjà le cas au Liban.

La France et l'Europe doivent essayer de renouer le dialogue international, **personne n'a besoin de la guerre** qui vient d'être enclenchée. Le peuple iranien veut changer de régime, pas être bombardé.

► **La réponse du capital**

A contrario, la réponse de Macron est un avis pragmatique et intéressé.

A défaut d'être un véritable chef d'Etat il se rêve en chef de guerre et aujourd'hui apporte des propositions qui vont à l'inverse de ce que nos aînés ont construit depuis la sortie de la seconde guerre mondiale pour construire une Paix durable !



Face à la surenchère guerrière états-unienne, le président français répond par une escalade de l'armement nucléaire.



Il balaie d'un revers de main le Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires et de fait renvoie aux calendes grecques les discussions sur le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires en proposant une « protection » par la dissuasion nucléaire des alliés européens.

Cette proposition en dehors de tout cadre international ou Onusien acte le principe de croissance de la puissance nucléaire française. **La folie de Trump montre la fragilité de l'OTAN** et devient un levier pour le président financier Macron !

► **PPND : Souveraineté, indépendance, démocratie**

Nous sommes tous d'accord pour dire que l'ensemble des pays du globe n'est pas dirigé par des présidents humanistes et respectueux du droit international; pour autant rien n'autorise un état à décider seul de ce qui est bon ou mal pour un peuple.

Les frappes n'ont jamais solutionné les conflits !

Seule une solution diplomatique permettra une diminution des tensions et la conquête d'une Paix durable.

La France, doit redonner à sa défense ses prérogatives en sortant de la finance et en mettant en place un Pôle Public National de Défense (PPND) garantissant notre souveraineté, notre indépendance et un contrôle démocratique.

